



**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

## **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

(Commun à tous les lots)

**L'acheteur :**

**Grand Port Maritime de Bordeaux  
152, quai de Bacalan  
CS 41320  
33082 BORDEAUX CEDEX**

**CCAP numéro : 25F01, établi en application du Code de la commande publique et du  
CCAG Fournitures courantes et services, relatif à :**

---

**Acquisition de chariots élévateurs**

---






**Procédure adaptée  
En application de l'article R2123-1 1° du Code de la commande publique**

## SOMMAIRE





1. DÉFINITIONS .....	2
2. OBJET DU CONTRAT.....	2
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	3
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	4
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	4
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	6
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	8
8. LITIGE ET SANCTIONS .....	9
9. FIN DU CONTRAT.....	11

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Acquisition de chariots élévateurs
 Acheteur	GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX
 Type de contrat	Marché ordinaire de fournitures et services
 Structure	2 Lots
 Nature des prix	Prix global forfaitaire

## 1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le <b>contrat</b> est un marché public passé en Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant qu'entité adjudicatrice. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Fourniture, livraison et mise en service d'un chariot élévateur télescopique (lot 1) et d'un chariot élévateur frontal (lot 2) ainsi que la formation du personnel.**

Un contrat de maintenance pourra être associé à ce contrat.

Les spécifications techniques et lieux de livraison ont définis au CCTP.

#### ■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

##### **Pièces particulières**

- L'acte d'engagement et son annexe n°1,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
  - *Contrôles d'accès aux différents sites du GPMB,*
  - *Consignes de sécurité,*
  - *Le règlement général sur la protection des données.*
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes,
- L'offre technique et financière du titulaire.

##### **Pièces générales :**

- Le Code de la Commande Publique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS) des marchés publics applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par arrêté du 30 mars 2021).

##### *Rappel :*

*Toutes les dispositions figurant dans les documents du titulaire (conditions générales de vente ou correspondances) qui seraient contraires aux clauses du présent contrat sont réputées non écrites.*

### 2.2. Représentation des parties

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

## 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

#### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures et de services**.

### ■ Décomposition de la prestation

Le contrat est décomposé en deux lots :

Lot n°1	Acquisition d'un chariot élévateur télescopique
Lot n°2	Acquisition d'un chariot élévateur frontal

### ■ Forme du contrat :

Les prestations donneront lieu à un marché ordinaire.

## 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

### ■ Délai de livraison et de mise en service du chariot :

Le délai contractuel de livraison et de mise en service du matériel est proposé par le titulaire dans l'acte d'engagement.

La formation devra être réalisée dans les 15 jours suivants la livraison du chariot dans les locaux du GPMB.

### ■ Contrat de maintenance (PSE) :

Afin d'assurer le maintien en condition opérationnelle des chariots, des prestations de maintenance préventive seront assurées par le titulaire.

En cas d'acceptation du contrat de maintenance, celui-ci prendra effet à compter de la décision d'admission du chariot.

Le contrat de maintenance a une durée de 60 mois à compter de la décision d'admission du matériel.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

### 5.1. Prix du contrat

#### ■ Nature et contenu des prix :

Les prix du présent marché sont libellés en euros et seront traités à **prix forfaitaires**, sur la base du montant indiqué à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires et les sujétions particulières suivantes :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations, à la fourniture des équipements,
- Les frais de carte grise et d'immatriculation sont à la charge du titulaire du marché (ne concerne que le lot2),
- Les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site.

Conformément à l'article 10.1.4 du CCAG-FCS, La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 32.1 du CCAG-FCS

#### ■ Variation des prix :

**Les prix du marché sont conclus à prix fermes.**

Le contrat de maintenance est conclu à prix fermes pour toute la durée du contrat.

#### ■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## 5.2. Conditions de paiement

#### ■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5% pour les chariots d'occasion et 30% pour les chariots neufs. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois. Si le montant des sommes à régler est inférieur au montant de l'avance à rembourser, l'avance est remboursée de manière progressive

#### ■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- Les noms, n° SIRET et adresse du créancier, la date d'émission et le numéro de la demande de paiement ;
- Le numéro du marché et du lot concerné ;
- Le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Les prestations exécutées ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées ;
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- Le montant total des prestations ;
- Les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

Conformément au Décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les demandes de paiement doivent obligatoirement être transmises par voie dématérialisée via la plateforme Chorus Portail Pro, accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement devront notamment comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET qui identifiera le **GPMB** en tant que destinataire de la facture soit **78180414100021**
- le numéro d'engagement correspondant au numéro de marché passé avec le GPMB et indiqué en page de garde de l'acte d'engagement notifié.

#### ■ Périodicité des paiements :

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes et d'un solde établi selon l'article 11 du CCAG FCS, dans les conditions suivantes :

- 80% du montant du chariot à la livraison,
- 20% après notification de la décision d'admission.

S'agissant du contrat de maintenance conclu : Paiement annuel à échoir.

- **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire.

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

---

### 6.1. Clauses techniques

La description des chariots élévateurs est spécifiée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

- **Emballage :**

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire. Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG, l'acheteur est propriétaire des emballages.

- **Transport :**

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

- **Modalités de livraison :**

Les chariots sont livrés aux adresses indiquées au CCTP.

### 6.2. Vérification des prestations

- **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

- **Opérations de vérification des fournitures :**

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'admission prend effet à compter de la livraison du chariot et de la formation du personnel.

À la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG par le GPMB.

### 6.3. Développement durable

- **Clause environnementale :**

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article 2111-1 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental. À ce titre, les échanges par voie dématérialisée seront privilégiés.

Le titulaire est soumis au respect de la réglementation en matière de protection de l'environnement tant qu'elle s'applique à la prestation, objet du contrat.

- **Dématérialisation du suivi :**

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le GPMB peut

utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Profil acheteur,
- Lettre recommandée électronique adressée au courriel précisé à l'acte d'engagement.

#### ■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

Le présent marché pourra subir des modifications sous réserve des dispositions prévues aux articles R2194-1 à R2194-4 du Code de la commande publique.

Ainsi, l'acheteur peut, pendant l'exécution du marché prescrire au titulaire des modifications non substantielles relatives aux prestations ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire. Cela peut concerner notamment :

- Modifications et/ou des ajouts de prestations ou fournitures afin de faire face à des difficultés ou circonstances que les parties au présent contrat ne pouvaient prévoir dans leur nature ou dans leur ampleur. Ces modifications et/ou ajouts peuvent impacter les prix prévus dans l'acte d'engagement ;
- En cours d'exécution du contrat, la réglementation portant sur l'objet du marché peut évoluer. Cette évolution de la réglementation peut modifier le périmètre du contrat et les modifications feront l'objet d'un avenant
- Lorsque des circonstances exceptionnelles (épidémie ou pandémie, catastrophe naturelle ou crise économique majeure) affectent les conditions d'exécution du marché, des dispositions pourront être prises pour faire face aux difficultés liées à leur survenance, à savoir :
  - Suspension du délai d'exécution du contrat,
  - Prolongation du délai d'exécution du marché,
  - Passation de marché de substitution dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie du marché, notamment lorsqu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive ;
- Une défaillance du titulaire aux fins que celui-ci propose un tiers remplaçant, soit pour achever les prestations, soit pour transférer les droits et obligations du présent contrat vers ce tiers.

En tout état de cause, les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

#### **Modalités de mise en œuvre des modifications :**

##### a) Modification à l'initiative du titulaire

Dans le cadre des modifications susvisées, le titulaire fournira les éléments justificatifs suivants et notamment :

- Les éléments réglementaires ou tout élément justificatif expliquant la modification nécessaire,
- Les prix prévus à l'acte d'engagement mis à jour, le cas échéant,
- Élément de preuve de l'impossibilité de réaliser les prestations en cas de circonstances exceptionnelles.

À compter de la réception de la demande, l'acheteur dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires maximum pour valider la modification, ajout ou retrait, ainsi que le(s) nouveau(x) prix à intégrer.

En cas d'accord entre les parties, et selon la nature de la modification, la clause de réexamen sera mise en œuvre soit par avenant, soit par une simple décision de l'acheteur notifiée au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai maximal d'un mois, est réputé l'avoir acceptée et l'exécute.

**Nb : le titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques ou financières sans autorisation préalable de l'acheteur.**

##### b) Modification à l'initiative de l'acheteur

L'acheteur justifiera les modifications relevant de son initiative.

A compter de la réception de la demande, le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires maximum pour valider la modification.

En cas d'accord entre les parties, et selon la nature de la modification, la clause de réexamen sera mise en œuvre soit par avenant, soit par une simple décision de l'acheteur notifiée au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai maximal d'un mois, est réputé l'avoir acceptée et l'exécute.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 7.1. Obligations courantes du titulaire

#### ■ Assurances :

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### ■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. À ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### ■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- L'attestation de vigilance URSSAF datant de moins de 6 mois ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

De plus, le titulaire doit fournir, tous les 6 mois, l'attestation de vigilance URSSAF ainsi que la liste des Salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail.

#### ■ Réparation des dommages :

Les stipulations du CCAG-FCS sont applicables.

#### ■ Sous-traitance :

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

Concernant les prestations de services, Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.



L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'acheteur. L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours d'exécution selon les modalités définies aux articles R2193-3 et R2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Les documents relatifs à ses capacités professionnelles et financières :
  - ✓ CA sur les 3 dernières années ;
  - ✓ Moyens matériels et humains,
  - ✓ Liste des références sur 3 ans.
- Une copie de l'extrait K-Bis de moins de trois mois,
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le sous-traitant,
- Les attestations d'assurance, fiscales et sociales,
- Une copie du contrat de sous-traitance, le cas échéant.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 45 du CCAG).

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG le GPMB notifie au titulaire et uniquement au titulaire l'exemplaire de l'acte spécial de sous-traitance (DC4) qui lui revient. Le titulaire sera chargé de communiquer une copie de cette notification à ses sous-traitants.

#### ■ Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

## 7.2. Obligations liées à la sécurité

#### ■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1. Pénalités

Par dérogation, à l'article 14.1 du CCAG FCS, lorsque les délais contractuels d'intervention et d'exécution des prestations définis ne sont pas respectés du fait du titulaire, et en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités détaillées ci-après :

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard de livraison	Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour (ouvré) de retard, une pénalité fixée 200.00 €HT.
Pénalités pour retard dans la remise des documents	En cas de retard dans la remise des documents à fournir à la livraison, tels que définie au CCTP, une retenue provisoire de 20% du montant global sera appliquée. Elle sera restituée une fois l'ensemble des éléments reçus.
Pénalité pour non-respect de la date arrêtée pour les opérations de maintenance	Sauf en cas de force majeure, le non-respect de la date prévue pour la mise en œuvre de la maintenance du chariot, entraîne pour le titulaire l'application d'une pénalité s'élevant à 200 euros HT par manquement.

■ **Pénalités pour retard - plafonnement des montants :**

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du contrat

■ **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

## 8.2. Autres stipulations

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

**Tribunal Administratif de Bordeaux**  
9 rue Tastet - CS 21490  
33063 Bordeaux Cedex  
Téléphone : 05 56 99 38 00  
Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr  
Télécopie : 05 56 24 39 03  
Site internet : <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 9. FIN DU CONTRAT

■ **Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La

diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique.

Les conditions de résiliation du contrat sont définies aux articles 38 à 46 du CCAG FCS, avec les précisions suivantes :

Par dérogation à l'article 42 alinéa 1 du CCAG FCS, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation dans le cas d'une résiliation pour motif d'intérêt général, excepté celle pour prestations reçues.

■ **Garantie :**

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimum d'un (1) an pour le chariot neuf et 6 mois pour le chariot d'occasion. Les délais sont fixés à l'acte d'engagement (AE) et son annexe.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

La garantie légale, dite des vices cachés, existe, quant à elle, pendant toute la durée de vie du bien acquis par le GPMB.

La garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessaire pour la remise en état ou le remplacement.

En cas d'immobilisation qui ne serait pas imputable à l'acheteur, le titulaire s'engage à fournir un engin de remplacement au GPMB pour toute la durée de l'immobilisation. L'engin de remplacement devra être du même type que celui immobilisé.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation d'utilisation du matériel.

**Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :**

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2.1 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS

La rubrique *Emballage* de l'article 6 du contrat déroge à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS

La rubrique *Opération de vérification des fournitures* de l'article 2.2 du contrat déroge à l'article 30.1 du CCAG-FCS

La rubrique *sous-traitance* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 3.6.2 du CCAG-FCS

La rubrique *Pénalités* de 8.1 du contrat déroge aux articles 14.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge au articles 42 alinéa 1 du CCAG-FCS

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG